

## Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 658-1 - Commissieamendement(en), nr. 658-2 - Commissieverslag, nr. 658-3 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 658-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 658 -5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 maart 2024.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2024/002696]

**7 MARS 2024. — Décret spécial modifiant le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est complété par les mots " , les jurys de la Communauté française et l'enseignement organisé par l'Aide à la jeunesse » ;

b) les mots " et les centres de dépaysement et de plein air » sont abrogés ;

2° le 2° est abrogé ;

3° le 5° est remplacé par ce qui suit : " 5° établissement, au sens de l'article 24 de la Constitution, d'enseignement organisé par la Communauté visé au 1° en ce compris les structures communes, attachées ou annexées à ceux-ci ainsi que notamment les centres techniques, les centres de formation et les centre de dépaysement et de plein air. ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, un trait d'union est inséré entre les mots " Wallonie » et " Bruxelles » ;

2° le § 2 est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot " WBE » est remplacé par les mots " Les services centraux » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : " Les services centraux sont organisés de manière déconcentrée. ».

**Art. 4.** Dans le titre II du même décret, l'intitulé du chapitre I<sup>er</sup> est remplacé par " Les services centraux ».

**Art. 5.** L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 5. Le Conseil WBE est composé de seize administrateurs désignés par le Parlement pour la durée de la législature.

Le Conseil WBE compte au moins un tiers de membres de chaque sexe.

Les administrateurs du Conseil WBE sont désignés à la proportionnelle des groupes politiques reconnus représentés au sein du Parlement en application de la méthode D'Hondt et parmi les personnes qui jouissent de leurs droits civils et politiques, justifient de diplômes ou compétences adéquats, d'une parfaite intégrité et d'une connaissance de la gestion publique. Ils sont élus en fonction de la complémentarité de leurs compétences et connaissance des différents types d'enseignement.

Parmi les administrateurs désignés, quatre au moins sont domiciliés sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et huit au moins sur le territoire de la région de langue française.

Si un des groupes politiques reconnus représentés au sein du Parlement ne dispose pas d'un administrateur désigné au sein du Conseil WBE, il y est représenté par un administrateur avec voix consultative désigné par le Parlement. Cet administrateur n'intervient pas dans le calcul des différents quorums ou conditions de composition du Conseil WBE.

Les administrateurs sont désignés pour la durée de la législature dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Parlement.

Le mandat des administrateurs expire le jour de la désignation de leurs successeurs. ».

**Art. 6.** L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 6. Dans le cas où, en cours de législature, un groupe politique reconnu ne posséderait plus d'administrateurs en suffisance, le Parlement procède, à la demande de ses représentants au sein du Parlement, à la désignation du nombre requis d'administrateurs.

En cas d'absence ou d'empêchement prolongé de plus de trois mois d'un administrateur, le Parlement peut mettre fin à son mandat et le remplacer selon la procédure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Les successeurs achèvent le mandat de leur prédécesseur. ».

**Art. 7.** A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 6° est complété par la phrase suivante : " La qualité de conseiller communal, de l'action sociale ou provincial n'est pas concernée par cette disposition pour autant que le conseiller n'exerce aucune fonction ou mandat de représentant de l'autorité locale en tant que pouvoir organisateur ; » ;

2° le 9° est remplacé par ce qui suit : " 9° La qualité de membre du personnel de WBE ; ».

**Art. 8.** A l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. Le Conseil WBE peut déléguer, par déconcentration, au sein de WBE, les compétences de pouvoir organisateur qui ne lui sont pas explicitement réservées par le paragraphe 3, au niveau le plus efficient et en veillant à une répartition des moyens nécessaires à la mise en œuvre des décisions. » ;

2° au § 3 les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3°, les mots “ et sans préjudice de la compétence du Collège réuni de l'Enseignement supérieur, » sont abrogés ;

b) le 7° est abrogé ;

c) aux 9° et 10°, les mots “ sans préjudice des compétences du Collège réuni de l'Enseignement supérieur, » sont chaque fois abrogés ;

d) le § 3 est complété par les 11° et 12° rédigés comme suit :

“ 11° l'adoption et la modification des règlements organiques des établissements ;

12° la création d'organes d'avis et de consultation.

Le Conseil WBE crée un Comité stratégique que le Conseil WBE consulte pour l'élaboration du projet de contrat de gestion et sur l'évaluation du contrat de gestion, ainsi que pour les points qui concernent les projets pédagogique et éducatif. Le Comité stratégique peut également être sollicité par le Conseil WBE pour rendre tout avis en lien avec les missions de pouvoir organisateur. Le Comité stratégique est présidé par l'Administrateur général de WBE et est composé de membres désignés par le Conseil WBE. Il comprend au moins un membre de l'association des représentants de parents de l'enseignement officiel, un représentant des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire. Le Conseil WBE adopte le règlement d'ordre intérieur du Comité stratégique sur proposition de celui-ci. Les services centraux de WBE assurent le secrétariat du Comité stratégique. Le Comité stratégique est installé au plus tard dans les 4 mois qui suivent le renouvellement du Parlement en 2024. ».

**Art. 9.** A l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“ Le Conseil WBE ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Si le quorum n'est pas atteint ou plus atteint en cours de séance, les points non traités peuvent être reportés à une autre séance du Conseil WBE qui peut délibérer sur ces points quel que soit le nombre d'administrateurs présents. L'ordre du jour de cette autre séance mentionne les points concernés par cet alinéa. » ;

2° l'alinéa 3 est complété par les mots “ sauf en cas de vote secret. ».

**Art. 10.** A l'article 14, alinéa 2, 2°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “ d'administration » et “ unanime et écrit » sont abrogés ;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup> du 2° est complété par les mots “ exprimé par écrit ou par tout mode de communication électronique. ».

**Art. 11.** A l'article 17, 1°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots “ le profil de fonction » sont chaque fois remplacés par les mots “ la lettre de mission » ;

b) le mot “ précise » est abrogé ;

c) les mots “ et les objectifs généraux à atteindre » sont remplacés par les mots “ , les objectifs généraux à atteindre et les critères de la formation et/ou d'expérience exigés ».

**Art. 12.** A l'article 18, § 2, du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “ Cette évaluation est réalisée par un collège de quatre experts indépendants désignés par le Parlement. Elle est ensuite avalisée par le Conseil WBE. » sont remplacés par les mots “ Cette évaluation est réalisée par le Conseil WBE, lequel est assisté par un collège de quatre experts indépendants désignés d'initiative par le Parlement » ;

2° à l'alinéa 3, le mot “ premier » est abrogé.

**Art. 13.** A l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° les modifications suivantes sont apportées :

a. les mots “ le profil de fonction et » sont abrogés ;

b. le mot “ précise » est abrogé ;

c. les mots “ et les objectifs à atteindre » sont remplacés par les mots “ , les objectifs généraux à atteindre et les critères de la formation et d'expérience exigés » ;

2° au 2°, les mots “ projet de gestion par chaque candidat » sont remplacés par les mots “ une lettre de motivation pour chaque emploi postulé contenant, entre autres, la description de la vision stratégique du candidat et l'exposé de la manière selon laquelle celui-ci envisage d'exercer le mandat ».

**Art. 14.** A l'article 25 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots “ Outre les missions et compétences légales et celles confiées par le Conseil WBE, » sont insérés avant les mots “ le Comité de direction assiste » ;

2° l'article 25 est complété par un alinéa suivant rédigé comme suit :

“ En cas de vacances d'un des postes, le Comité de direction reste valablement composé. ».

**Art. 15.** Les chapitres II et III du même décret sont abrogés.

**Art. 16.** A l'article 35 du même décret, les mots “ et par le statut du personnel visé à l'article 32 » sont insérés entre les mots “ par le présent décret spécial » et les mots “ sont recrutés ».

**Art. 17.** L'article 36 du même décret est complété par un § 4 rédigé comme suit : “ § 4. Les principes gouvernant les tarifs des prestations des centres de dépaysement et de plein air accessibles aux autres pouvoirs organisateurs sont repris dans le contrat de gestion. ».

**Art. 18.** A l'article 40 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " gestion financière » sont remplacés par les mots " gestion financière, budgétaire et comptable » ;

2° les mots " à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de cette loi, selon les règles applicables aux organismes de la catégorie B » sont remplacés par les mots " au décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française ».

**Art. 19.** A l'article 63 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots " interviennent le 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots " interviennent à partir du 1<sup>er</sup> septembre » ;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. 20.** L'article 70 du même décret est abrogé.

**Art. 21.** A l'article 73 du même décret, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 22.** L'article 77 du même décret est abrogé.

**Art. 23.** L'article 79 du même décret est remplacé comme par ce qui suit :

" Art. 79. Jusqu'à l'année 2024 incluse, la Communauté française met gratuitement à disposition de WBE les locaux nécessaires à l'exercice de ses compétences pour l'hébergement de son siège central. ».

**Art. 24.** A l'article 10 du décret spécial du 5 octobre 2023 portant diverses dispositions en matière de gouvernance, transparence, autonomie et contrôle des organismes qui dépendent de la Communauté française, les mots " des articles 2 à 4 » sont remplacés par les mots " du premier point de l'article 2, des articles 3, 4 ».

**Art. 25.** Les articles 1<sup>er</sup>, 1°, a), et 18, 1°, produisent leurs effets à la date le 17 mars 2019.

Les articles 13 et 19, 1°, produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> septembre 2019.

L'article 21 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et l'article 24 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Egalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,  
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

(1) **Session 2023-2024**

*Documents du Parlement.* – Projet de décret, n° 656-1 – Amendement(s) en commission, n° 656-2 – Rapport de commission, n° 656-3 – Texte adopté en commission, n° 656-4 – Amendement(s) en séance, n° 656-5 – Texte adopté en séance plénière, n° 656-6

*Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. – Séance du 6 mars 2024.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002696]

**7 MAART 2024.** — **Bijzonder decreet tot wijziging van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt aangevuld met de woorden " de examencommissies van de Franse Gemeenschap en het onderwijs georganiseerd door de Hulpverlening aan de Jeugd";

b) de woorden "en de recreatie- en openluchtcentra" worden opgeheven;

2° 2° wordt opgeheven;

3° 5° wordt vervangen als volgt : "5° instelling, in de zin van artikel 24 van de Grondwet, van het onderwijs georganiseerd door de Gemeenschap bedoeld in 1°, met inbegrip van de gemeenschappelijke structuren, daaraan verbonden of gehecht, evenals in het bijzonder technische centra, opleidingscentra en recreatie- en openluchtcentra. ».

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt een koppelteken ingevoegd tussen de woorden "Wallonie en "Bruxelles";

2° § 2 wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "WBE" vervangen door de woorden "De Centrale diensten" ;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt : "De centrale diensten zijn gedecentraliseerd georganiseerd. ».

**Art. 4.** In de titel II van hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen door " Centrale diensten ».

**Art. 5.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

" Art. 5. De WBE-Raad bestaat uit zestien bestuurders die door het Parlement worden aangesteld voor de duur van de zittingsperiode.

De WBE-Raad telt ten minste één derde van de leden van elk geslacht.

De bestuurders van de WBE-Raad worden aangesteld via het systeem van de evenredige vertegenwoordiging door erkende politieke fracties die in het Parlement worden vertegenwoordigd volgens de D'Hondt-methode en uit personen die hun burgerlijke en politieke rechten genieten, de juiste diploma's of vaardigheden hebben, van de hoogste integriteit zijn en kennis hebben van het openbaar beheer. Zij worden gekozen op basis van hun aanvullende vaardigheden en kennis van verschillende soorten onderwijs.

Ten minste vier van de aangestelde bestuurders wonen in het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en ten minste acht in het grondgebied van het Frans taalgebied.

Als een van de erkende politieke fracties die in het Parlement vertegenwoordigd zijn, geen bestuurder aangesteld in de WBE-Raad heeft, wordt deze vertegenwoordigd door een bestuurder met raadgevende stem die door het Parlement wordt aangesteld. Deze bestuurder is niet betrokken bij de berekening van de verschillende quorums of samenstellingsvoorwaarden van de WBE-Raad.

De bestuurders worden aangesteld voor de duur van de zittingsperiode in de vier maanden na de vernieuwing van het Parlement.

Het mandaat van de bestuurders loopt ten einde op de datum waarop hun opvolgers worden aangesteld. ».

**Art. 6.** Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

" Art. 6. Indien een erkende fractie, in de loop van de zittingsperiode, niet meer over voldoende bestuurders beschikt, stelt het Parlement op verzoek van zijn vertegenwoordigers in het Parlement het vereiste aantal bestuurders aan.

In geval van afwezigheid of langdurige verhindering van een bestuurder voor meer dan drie maanden, kan het Parlement het mandaat van de bestuurder beëindigen en hem vervangen volgens de procedure bedoeld in het eerste lid.

De opvolgers voltooien het mandaat van hun voorganger. ».

**Art. 7.** In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 6° wordt aangevuld met de volgende zin : "De hoedanigheid van gemeenteraadslid, van sociale of provinciale actie, is niet betrokken bij deze bepaling op voorwaarde dat het raadslid geen functie of mandaat uitoefent als vertegenwoordiger van de lokale overheid als inrichtende macht;";

2° 9° wordt vervangen als volgt : "9° De hoedanigheid van personeelslid van WBE;";

**Art. 8.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. De WBE-Raad kan, door decentralisatie, binnen WBE de bevoegdheden van inrichtende macht delegeren die niet expliciet aan hem zijn voorbehouden door paragraaf 3, op het meest efficiënte niveau en met aandacht voor de verdeling van de middelen die nodig zijn om beslissingen uit te voeren. » ;

2° In § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 3° worden de woorden "en onverminderd de bevoegdheid van het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs," opgeheven;

b) 7° wordt opgeheven;

c) in 9° en 10° worden de woorden "onverminderd de bevoegdheden van het Verenigd College voor het Hoger Onderwijs," telkens opgeheven;

d) § 3 wordt aangevuld met de punten 11° en 12°, luidend als volgt :

"11° de aanneming en de wijziging van organieke reglementen van de instellingen ;

12° de oprichting van advies- en overlegorganen.

De WBE-Raad richt een Strategisch Comité op, dat de WBE-Raad raadpleegt voor het opstellen van het ontwerp van beheerscontract en over de evaluatie van het beheerscontract, evenals voor punten met betrekking tot de pedagogische en educatieve projecten. Het Strategisch Comité kan ook verzocht worden door de WBE-Raad om advies te geven in verband met de opdrachten van inrichtende macht. Het Strategisch Comité wordt voorgezeten door de Administrateur-generaal van WBE en bestaat uit leden die door de WBE-Raad worden aangesteld. Het bestaat ten minste uit één lid van de vereniging van oudervertegenwoordigers in het officieel onderwijs, één vertegenwoordiger van de representatieve studentenorganisaties op gemeenschapsniveau. De WBE-Raad neemt het huishoudelijk reglement van het Strategisch Comité aan, op voorstel van het Comité. De centrale diensten van WBE nemen het secretariaat van het Strategisch Comité waar. Het Strategisch Comité moet uiterlijk 4 maanden na de vernieuwing van het Parlement in 2024 worden opgericht. ».

**Art. 9.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De WBE-Raad kan alleen geldig beraadslagen als ten minste de helft van de bestuurders aanwezig is. Als het quorum niet of niet meer bereikt wordt tijdens de vergadering, kunnen de niet behandelde punten uitgesteld worden naar een andere vergadering van de WBE-Raad, die over deze punten kan beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige bestuurders. Op de agenda van deze andere vergadering staan de punten betrokken bij dit lid. » ;

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt : “behalve bij een geheime stemming”. ».

**Art. 10.** In artikel 14, tweede lid, 2° van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “van bestuur” en “unanieme en geschreven” worden opgeheven;

2° het eerste lid van 2° wordt aangevuld met de woorden “schriftelijk of via een elektronisch communicatiemiddel uitgedrukt. ».

**Art. 11.** In artikel 17, 1° van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “het ambtsprofiel” worden telkens vervangen door de woorden “de opdrachtbrief”;

b) het woord “precieze” wordt opgeheven;

c) de woorden “en de algemene doelstellingen die moeten worden bereikt” worden vervangen door de woorden “, de algemene doelstellingen die bereikt moeten worden en de vereiste opleidings- en/of ervaringscriteria”.

**Art. 12.** In artikel 18, § 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “Deze evaluatie wordt uitgevoerd door een college van vier onafhankelijke deskundigen die door het Parlement zijn aangesteld. Ze wordt vervolgens goedgekeurd door de WBE-Raad. “ vervangen door de woorden “Deze evaluatie wordt uitgevoerd door de WBE-Raad, die wordt bijgestaan door een college van vier onafhankelijke deskundigen die op eigen initiatief door het Parlement worden aangesteld” ;

2° in het derde lid wordt het woord “eerste” opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. de woorden “het ambtsprofiel en” worden opgeheven ;

b. het woord “precieze” wordt opgeheven;

c. de woorden “en de te bereiken doelstellingen” worden vervangen door de woorden “, de algemene doelstellingen die bereikt moeten worden en de vereiste opleidings- en ervaringscriteria”;

2° in 2° worden de woorden “beheersplan door elke kandidaat” vervangen door de woorden “een motivatiebrief voor elke betrekking waarvoor wordt gesolliciteerd die onder meer een beschrijving bevat van de strategische visie van de kandidaat en een uitleg over de manier waarop de kandidaat het mandaat denkt uit te voeren”.

**Art. 14.** In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden “Naast de wettelijke opdrachten en bevoegdheden en die welke door de WBE-Raad zijn toegekend,” ingevoegd voor de woorden “het directiecomité bijstaat”;

2° Artikel 25 wordt aangevuld met het volgende lid, luidend als volgt :

“Bij een vacature voor één van de betrekkingen, blijft het Directiecomité geldig samengesteld. ».

**Art. 15.** De hoofdstukken II en III van hetzelfde decreet worden opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de woorden “en van het statuut van het personeel bedoeld in artikel 32” ingevoegd tussen de woorden “van dit bijzonder decreet vallen” en de woorden “worden aangeworven”.

**Art. 17.** Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt : “ § 4. De principes die van toepassing zijn op de tarieven van de prestaties van de recreatie- en openluchtcentra die toegankelijk zijn voor andere inrichtende machten, worden opgenomen in het beheerscontract. ».

**Art. 18.** In artikel 40 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “financieel beheer” worden vervangen door de woorden “financieel, budgettair en boekhoudkundig beheer” ;

2° de woorden “ met de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsdecreten van deze wet, volgens de regels die van toepassing zijn op categorie B-instellingen ” worden vervangen door de woorden “met het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap”.

**Art. 19.** In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, worden de woorden “gebeuren op 1 september” vervangen door de woorden “gebeuren vanaf 1 september”;

2° § 3 wordt opgeheven.

**Art. 20.** Artikel 70 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 21.** In artikel 73 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 22.** Artikel 77 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 23.** Artikel 79 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 79. Tot het jaar 2024 stelt de Franse Gemeenschap gratis de lokalen ter beschikking van WBE die nodig zijn voor de uitoefening van haar bevoegdheden voor de huisvesting van haar hoofdzetel. ».

**Art. 24.** In artikel 10 van het bijzonder decreet van 5 oktober 2023 houdende diverse bepalingen inzake het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de woorden “de artikelen 2 tot 4” vervangen door de woorden “het eerste punt van artikel 2, de artikelen 3, 4”.

**Art. 25.** De artikelen 1, 1<sup>o</sup>, *a*), en 18, 1<sup>o</sup> hebben uitwerking met ingang van 17 maart 2019.

De artikelen 13 en 19, 1<sup>o</sup> hebben uitwerking met ingang van 1 september 2019.

Artikel 21 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021 en artikel 24 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 maart 2024.

De Minister-President,  
belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

**(1) Zitting 2023-2024**

*Stukken van het Parlement.* – Ontwerp van decreet, nr. 656-1 - Commissieamendement(en), nr. 656-2 - Commissieverslag, nr. 656-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 656-4 - Zittingsamendement(en), nr. 656-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 656-6.

*Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 6 maart 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002677]

**7 MARS 2024. — Décret conjoint de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne modifiant l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique, les mots « décret de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française » sont remplacés par les mots « décret de la Communauté française du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du même accord de coopération, les mots « Commission communautaire commune » sont remplacés par les mots « Commission communautaire française ».

**Art. 3.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même accord de coopération, deux nouveaux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« La Commission a pour mission de rendre des avis sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts d'un mandataire public, sur base d'une demande signée par au moins un tiers des membres du Parlement de la Communauté française, de l'Assemblée de la Commission communautaire française ou du Parlement wallon, issus d'au moins deux groupes politiques.

La Commission a pour mission de rendre des avis sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts d'un mandataire public visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, à la demande du Gouvernement de la Communauté française, du Collège de la Commission communautaire française ou du Gouvernement wallon. »

**Art. 4.** Dans l'article 3, § 2, alinéa 2, du même accord de coopération, les mots « à l'exclusion des cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, » sont supprimés.

**Art. 5.** L'article 3, § 3, du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La Commission a pour mission de formuler des avis ou des recommandations à caractère général, à l'exclusion de cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, en matière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts, à la demande motivée de tout mandataire public.

La Commission juge irrecevable toute demande anonyme, non motivée, obscure ou injurieuse. »

**Art. 6.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, du même accord de coopération, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots « trois ans ».

**Art. 7.** Dans l'article 7 du même accord de coopération, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission compte parmi ses membres six membres répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et six membres répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> ou 3<sup>o</sup>, dont au moins un répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et au moins un répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>. Dans la mesure des candidatures reçues, il est veillé à respecter le principe de la représentation proportionnelle sur l'ensemble des membres visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>. »